

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 04 décembre 2025

Les exportations mexicaines ont augmenté de 6,6 % entre janvier et octobre 2025 en variation annuelle.

Les exportations mexicaines ont enregistré leur plus forte croissance annuelle depuis 33 mois en octobre, avec une hausse enregistrée de 14,2 % g.a. pour atteindre 66,1 Mds USD. Les importations se sont également montrées dynamiques, affichant une hausse de 12,8 % et se sommant à 65,5 Mds USD. En conséquence, le Mexique a enregistré un excédent commercial de 606 M USD au mois d'octobre.

Dans le détail, les exportations pétrolières ont baissé (-30 % g.a.) tout comme les exportations agricoles (-20 % g.a.) et automobiles (-14 %). Les exportations manufacturières ont au contraire enregistré une forte hausse de plus de 17 % g.a., grâce au dynamisme des produits manufacturés non automobiles.

Au cours du mois d'octobre, la demande américaine a soutenu les exportations mexicaines, les exportations non pétrolières destinées aux États-Unis ayant augmenté de 17 % en rythme annuel, contre 12 % pour celles destinées au reste du monde.

LE CHIFFRE A RETENIR

+6,6 %

Variation en g.a. des exportations mexicaines entre janvier et octobre 2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le gouvernement a annoncé une augmentation du salaire minimum de 13 % pour 2026 et prépare un projet loi visant à réduire la semaine de travail à 40 heures, contre 48 actuellement. La présidente Claudia Sheinbaum a annoncé ce mardi 3 décembre une augmentation de 13 % du salaire minimum, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2026. Le salaire minimum général passera ainsi de 278,80 MXN par jour à 315,04 MXN, une augmentation qui bénéficiera à 8,5 millions de travailleurs. Au total, le pouvoir d'achat du salaire minimum au Mexique devrait augmenter de 154 % en termes réels en 2026 par rapport à 2018, année du début de la politique de récupération du pouvoir d'achat des salaires mexicains mise en place par Andrés Manuel López Obrador (AMLO). L'objectif du gouvernement de Claudia Sheinbaum est que, d'ici 2030, le salaire minimum permette d'acheter 2,5 paniers de consommation de base : avec l'augmentation prévue pour 2026, il sera possible d'acheter 2 paniers de consommation de base. En parallèle, le gouvernement, le secteur patronal et les syndicats sont parvenus à un consensus pour réduire la semaine de travail à 40 heures, ce qui bénéficiera à plus de 13 millions de personnes travaillant plus de 40 heures par semaine au Mexique. La réforme qui sera soumise au Congrès pour approbation début 2026 s'appliquera de manière progressive, accordant un délai d'un peu plus d'un an aux entreprises pour s'adapter. L'entrée en vigueur de la réforme est prévue pour le 1^{er} mai 2026, et la première réduction du temps de travail prendrait effet le 1^{er} janvier 2027 (réduction de la semaine à 46 heures). La semaine de travail serait ensuite réduite de deux heures supplémentaires chaque année pour atteindre 40 heures en 2030. La réforme devrait s'accompagner de mesures de protection des salaires et proposera d'inclure dans les obligations des employeurs la tenue d'un registre électronique des heures travaillées.

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a revu à la baisse ses prévisions de croissance, tablant sur un taux de 0,7 % pour 2025 et de 1,2 % pour 2026. Ces taux sont légèrement inférieurs aux 0,8 et 1,3 % estimés en septembre. Dans leur rapport semestriel intitulé Economic Outlook 2025, les services de l'OCDE expliquent que la meilleure performance de l'économie mexicaine attendue pour l'année prochaine sera soutenue par un faible taux de chômage, une inflation modérée et une baisse des taux d'intérêt qui stimulera la consommation. Ils prévoient cependant que la consommation publique et les investissements resteront modérés en raison de la poursuite de la consolidation budgétaire mais qu'une réduction de l'incertitude commerciale — à la suite d'une renégociation rapide et fructueuse de l'accord commercial avec les États-Unis et le Canada — pourrait stimuler l'investissement et les exportations de manière plus forte que prévu. Dans un scénario de faible croissance économique, et en

l'absence d'une augmentation des recettes publiques, l'OCDE anticipe que la dette publique atteindra 57,4 % du PIB à la fin de 2025 et qu'elle continuera d'augmenter pour atteindre 58,7 % du PIB en 2026. S'agissant des prévisions d'inflation, alors que la Banque centrale (Banxico) prévoit toujours que l'inflation atteindra la cible de 3 % au T3 2026, les services de l'OCDE estiment que l'inflation restera supérieure à la cible en 2026, clôturant l'année à 3,3 %. Cependant, ils s'attendent, comme Banxico, à ce que la modération de l'activité économique contribue à atténuer les pressions inflationnistes.

Les envois de fonds (remesas) accumulent sept mois consécutifs de baisse annuelle, mais ont atteint leur niveau le plus élevé sur un an en octobre. Les remesas reçues au mois d'octobre ont enregistré une baisse de 1,7 % par rapport au même mois de l'année dernière, s'établissant à 5,6 Mds USD (contre 5,7 Mds un an plus tôt), mais ont fait preuve de dynamisme par rapport à la tendance enregistrée tout au long de 2025. D'après la Banque centrale du Mexique (Banxico), les remesas reçues au cours des dix premiers mois de l'année se somment à 51,3 Mds USD, soit 5,1 % de moins que sur la même période en 2024. Pour rappel, les envois de fonds sont l'une des principales sources de devises étrangères au Mexique (3,5 % du PIB en 2024) et constituent l'une des principales sources de revenus de milliers de familles dans le pays.

Sectoriel

Le gouvernement s'associe à des entrepreneurs pour créer un conseil visant à stimuler l'investissement dans le cadre du Plan México. La présidente Claudia Sheinbaum a présenté cette initiative ce mercredi 4 décembre lors d'une réunion à huis clos au Palacio Nacional, à laquelle assistaient des entrepreneurs mexicains de premier plan comme Carlos Slim et Altagracia Gómez Sierra. D'après cette dernière, le conseil visera à suivre les investissements, étudier les pistes pour les accélérer et pour impulser des investissements mixtes dans les domaines des infrastructures et de l'énergie par exemple. La création de ce conseil vise en outre à répondre aux défis de l'économie mexicaine, confrontée à une stagnation de l'activité et à une chute des investissements privés. Pour rappel, le gouvernement s'attend à atteindre 45 Mds USD d'investissements d'ici la fin de l'année 2025, dans le cadre du Plan México qui constitue le principal pari du gouvernement Sheinbaum pour articuler investissement privé et développement social, et visant à positionner le pays parmi les dix principales économies mondiales.

Le rachat par l'État mexicain de 13 des centrales d'Iberdrola (produisant 14 % de l'énergie totale), renforce les capacités de production de la Commission Fédérale de l'Électricité (CFE) dont le nouveau mandat constitutionnel est de produire 54 % de l'énergie totale. Avec ce renforcement de capacité de 29,3 Mds kWh, la CFE cherche à se rapprocher du mandat constitutionnel qui fixe sa production

d'énergie à 54 % du total. Au 31 juillet 2025, elle n'en fournissait que 42 % malgré une capacité installée de 51,5 %, soit 48,873 M kWh sur un total national de 94,974 M kWh. Le pays dispose d'une capacité installée d'environ 90 000 000 kWh pour une demande maximale d'environ 56 000 Mds kWh., mais une partie des centrales est déjà obsolète ce qui complique l'approvisionnement en énergie. Les tensions les plus fortes sont apparues lors des vagues de chaleur de mai 2024, quand la réserve opérationnelle est tombée sous les 6 %, révélant la vulnérabilité du réseau face aux événements climatiques extrêmes.

L'entreprise australienne Martinus Rail Infrastructure a remporté le premier appel d'offres pour fournir les rails des nouveaux trains de passagers, décrochant deux contrats de 1,07 Mds USD pour livrer 88 518 tonnes de rails via sa filiale nord-américaine. Les projets concernés sont Saltillo–Nuevo Laredo, nécessitant 63 712 tonnes, et Querétaro–Irapuato, avec 24 846 tonnes, pour lesquels Martinus recevra un acompte de 49 MDS USD afin de livrer 20 % du volume sous quatre mois. L'agence régulatrice du transport ferroviaire (ARTF) a utilisé le même schéma que pour le Train Maya, dont les 180 440 tonnes de rails avaient coûté 282 M USD, soit 1 408 USD par tonne, contre 1 299 USD par tonne proposés aujourd'hui par Martinus. À ce jour, l'ARTF a attribué cinq contrats totalisant 4,83 Mds USD aux mêmes entreprises que celles du Train Maya. Les travaux couvrent 101,4 km entre Querétaro et Irapuato et 348 km entre Saltillo et Nuevo Laredo, avec une finalisation prévue début 2028.

Le marché bancaire mexicain se transforme avec l'essor des fintechs licenciées comme Revolut, Klar, Plata et Nu, qui visent le statut de banque d'ici 2026. Ces banques en ligne visent un marché bancaire mexicain en plein expansion avec un total de 162 millions de comptes bancaire en 2023, contre 126 millions en 2020. La croissance des fintechs est rapide (+20 % par an) mais les risques restent élevés, comme l'illustrent les taux de défaut de 21 % chez Nu et 31 % chez Klar. Les banques traditionnelles comme BBVA, Santander et Banregio conservent une forte présence mais renforcent par ailleurs leurs services numériques.

Finances publiques

Le Service d'administration fiscale (SAT) a annoncé avoir collecté 245 Mds USD d'impôts de janvier à octobre, marquant une progression réelle de 6 % par rapport à la même période de l'année dernière. Portées par cette dynamique, les recettes totales du gouvernement ont augmenté de près de 8 % en termes réels, totalisant 277 Mds USD, soit un montant supérieur de 10 % au montant prévu par le budget 2025. L'impôt sur le revenu concentre la majorité des recettes fiscales avec un apport de plus de 133 Mds USD, suivi de la TVA qui vient compléter ces recettes avec 68 Mds USD, et enfin de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) qui a rapporté plus de 30 Mds USD. Ces résultats confirment l'engagement du SAT

à renforcer la collecte fiscale, au moyen d'une hausse du taux de collecte dans un contexte d'absence de réformes fiscales.

Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 04/12/2025 |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC) | 0,73% | 27,19% | 63 591,76 points |
| Change MXN/USD | -0,60% | -10,15% | 18,23 |
| Change MXN/EUR | -0,05% | -0,35% | 21,26 |
| Prix du baril mexicain | -0,91% | -14,99% | 55,39 |

Amérique centrale

Costa Rica

L'Assemblée législative a approuvé le budget du Costa Rica pour l'année 2026, d'un montant de 26 Mds USD, soit une augmentation de 3,1 % par rapport au budget 2025. Le gouvernement prévoit de renforcer les programmes sociaux et d'éducation, ainsi que la lutte contre la criminalité organisée. Le financement du budget proviendrait à 61,3 % des recettes courantes (des impôts principalement), et à 38,7 % de la dette publique.

L'OCDE prévoit une croissance du PIB du Costa Rica de 4,2 % en 2025, selon son Economic Outlook 2025. Selon l'OCDE, la croissance devrait ralentir ensuite pour atteindre 3,5 % en 2026 et 3,4 % en 2027, en raison de l'affaiblissement des exportations et des investissements, de l'augmentation de l'incertitude mondiale et de la hausse des droits de douane imposés par les États-Unis. Le rapport souligne par ailleurs qu'après avoir enregistré des valeurs négatives en mai 2025, l'inflation pourrait augmenter très progressivement vers l'objectif des 3 %, atteignant 0,8 % en 2026 et 2,1 % en 2027.

Le groupe mexicain Aeroportuario del Sureste (Asur) aurait signé un contrat pour acquérir l'aéroport international Juan Santamaría au Costa Rica, propriété de l'opérateur brésilien Motiva. Cette transaction fait partie d'un accord global de 2 Mds USD (dette nette comprise), incluant les participations de Motiva dans 20 aéroports en Amérique latine. La clôture de la transaction est prévue pour le premier semestre 2026. Pour le Costa Rica, cela pourrait impliquer des investissements supplémentaires et la modernisation des services aéroportuaires.

El Salvador

Fitch Ratings a maintenu la note souveraine du Salvador à B-, avec perspective stable. Cette confirmation intervient après la rehausse début 2025, de CCC+ à B-, qui reflétait la réduction des besoins de financement du pays, un meilleur accès aux marchés et l'accord signé avec le FMI. L'agence souligne néanmoins un niveau d'endettement encore élevé, autour de 87 % du PIB en 2024, qui pèse sur le profil de risque du pays. En cas de tensions de financement ou de baisse de la liquidité externe, une dégradation n'est pas exclue. Une trajectoire budgétaire plus soutenable, une diminution du ratio dette/PIB et un renforcement des réserves internationales constituerait les conditions nécessaires à une éventuelle révision positive ultérieure.

La dette publique totale du Salvador a augmenté de 2,6 Mds USD depuis le début de l'année, atteignant un total de 33,8 Mds USD à la fin du mois d'octobre 2025 (+8,2 % g.a.). La dette publique du Salvador est constituée par la dette du secteur public financier et non financier, à laquelle s'ajoute la dette du système de retraites. Selon la Banque centrale de Réserve, la composante de la dette qui a le plus augmenté est la dette extérieure, passée de 12,8 Mds USD en 2024 à 15,1 Mds USD, soit une hausse de 18,7 % g.a.. La dette publique salvadorienne devrait s'élever à 90 % du PIB à la fin de 2025, un chiffre supérieur à la cible de 87,6 % prévue dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI.

Guatemala

Le Parlement guatémaltèque a approuvé l'affectation de 40 M USD, via le budget 2026, à l'achat d'actions de la Banque de Développement de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CAF). Cette opération vise à permettre au Guatemala de devenir membre à part entière de la CAF. Le financement proviendrait des réserves monétaires internationales gérées par la Banque centrale (Banguat). Selon l'Association de Recherche et d'Etudes sociales (ASIES), cette opération constituerait un prêt direct de Banguat au gouvernement central ; or la Constitution lui interdit explicitement de financer le gouvernement (article 133). Banguat a annoncé son opposition à la décision parlementaire et la saisie de son Conseil juridique afin d'étudier un possible recours. Afin d'être constitutionnel, l'achat d'actions de la CAF par le gouvernement devrait donc être réalisé par le ministère des Finances publiques.

Le Conseil monétaire de la Banque centrale (Banguat) a décidé à l'unanimité d'abaisser de 25 points de base son taux directeur. Celui-ci est passé de 4,00 % à 3,75 %. En octobre 2025, l'inflation s'est située sous la limite inférieure de la fourchette cible ($4,0\% \pm 1\text{ pp}$), principalement en raison de la normalisation des prix alimentaires et de la baisse des carburants. Les projections indiquent une inflation durablement inférieure à la cible en 2025. Le Conseil monétaire a réaffirmé son engagement à ajuster sa politique monétaire en cas de nécessité afin d'assurer le maintien de l'inflation dans la cible. Du côté de l'activité économique, les indicateurs confirment une croissance alignée sur les prévisions de PIB pour 2025 et 2026, fixées respectivement à 4,0 % et 3,9 %, et l'accord commercial conclu avec les États-Unis a réduit les risques.

Sur les neuf premiers mois de 2025, le Guatemala a importé 25,8 Mds USD de marchandises, soit une hausse de 7,1 % g.a.. Les biens les plus importés sont les véhicules et le matériel de transport (2,8 Mds USD), suivis des machines et appareils mécaniques pour usages électrotechniques (2,7 Mds USD). Les États-Unis demeurent le principal fournisseur et représentent 31,4 % des importations guatémaltèques (8,1 Mds USD). Les importations en provenance de Chine ont atteint 4,1 Mds USD, soit une hausse de 21 % g.a. principalement tirée par les ventes de véhicules et de panneaux solaires. Cette dynamique révèle un renforcement de la demande intérieure sur les biens d'équipement, les véhicules et l'énergie, ainsi qu'un accroissement de la dépendance extérieure du pays.

Le groupe espagnol Nextil a conclu avec l'américain Maxum International Group un accord portant sur le développement d'une plateforme de production textile durable au Guatemala assorti d'un engagement de ventes d'au moins 200 M USD sur cinq ans. Il s'agit du projet le plus important jamais signé par le groupe. La production sera destinée principalement au marché nord-américain, en tirant parti des avantages du cadre commercial existant. Maxum assurera la commercialisation, tandis que Nextil pilotera la production et la technologie. Ce

projet consolide le positionnement du Guatemala comme hub industriel textile durable en Amérique centrale.

Honduras

L'Association des exportateurs de café du Honduras (Adecafeh) a salué la décision du Parlement européen de repousser d'un an, au 30 décembre 2026, l'entrée en vigueur du règlement européen visant à interdire l'importation de produits liés à la déforestation. Le Honduras disposera ainsi d'une année supplémentaire pour enregistrer l'ensemble des producteurs dans la base de données exigée par l'Union européenne et garantir la conformité des exportations aux critères « zéro déforestation ». Le secteur souligne que cette prolongation permet de préserver l'accès du café hondurien au marché européen, qui représentait environ 54 % des exportations en 2024, sans interruption ni perte de compétitivité. Au-delà de l'enjeu environnemental, ce report assure une marge de manœuvre essentielle afin d'adapter les processus de production et de traçabilité, de protéger les revenus des producteurs et de maintenir un flux d'exportations stable.

Le Honduras reste exclu du dispositif de financement du Millennium Challenge Corporation (MCC) pour la 16ème année consécutive. La MCC est une agence indépendante américaine, créée en 2004, dont l'objectif est de promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans des pays à revenu faible ou moyen. En conséquence de cette exclusion, le Honduras ne pourra pas bénéficier de fonds non remboursables, d'un montant potentiel supérieur à 200 M USD, réservés aux projets d'infrastructure et de renforcement institutionnel. Cette décision américaine s'explique par l'échec du pays à saisir plusieurs critères déterminants, notamment dans les domaines de la corruption, de l'État de droit et de l'efficacité gouvernementale. À ce déficit de financement s'ajoute un signal négatif pour les investisseurs internationaux, qui pourraient percevoir cette exclusion comme un risque supplémentaire lié à la fragilité institutionnelle du pays.

Nicaragua

Le Parlement du Nicaragua a approuvé une hausse des recettes prévues pour le budget 2025, portant ces revenus à environ 4,5 Mds USD, soit une augmentation de 4,7 % par rapport à l'estimation antérieure. Les dépenses sont également relevées à environ 4,3 Mds USD, ce qui permet de projeter un excédent budgétaire de 255 M USD. Cette révision intervient dans un contexte de dynamisme fiscal, avec une collecte des recettes en hausse de 11,4 % g.a. au cours des trois premiers trimestres de l'année, renforçant ainsi la stabilité macroéconomique et la capacité de financement des priorités publiques.

Les exportations du Nicaragua ont atteint 2,37 Mds USD au T3 2025, en hausse de 22 % sur un an. La reprise est principalement tirée par les ventes de marchandises, qui s'élèvent à 1,38 Md USD (+40,3 %), avec une forte contribution des secteurs

minier (+87 %), agroalimentaire (+29,9 %) et manufacturier (+15,1 %). Les zones franches génèrent 986 M USD sur la période, avec une croissance plus modérée de 3,7 %. Sur les neuf premiers mois de l'année, les exportations cumulées atteignent 6,8 Mds USD, en progression de 15,8 % par rapport à 2024.

Le gouvernement nicaraguayen a attribué six nouvelles concessions minières au groupe chinois Brother Metal dans le département de Nueva Segovia, pour un total de 71 294 hectares. Avec cette nouvelle attribution, Brother Metal cumule désormais plus de 205 811 hectares de terres sous concession minière au Nicaragua. Cette expansion territoriale s'inscrit dans un contexte de forte croissance des concessions minières accordées à des entreprises de capitaux étrangers, principalement chinoises, depuis 2023. Selon le registre du ministère des Mines et de l'Energie (MEM), les concessions minières chinoises représentent désormais 7 % du territoire nicaraguayen.

Panama

Les exportations du Panama vers les États-Unis auraient atteint 118,3 M USD entre janvier et septembre 2025, soit une diminution de 22,9 M USD par rapport à la même période en 2024. Selon le Bureau du renseignement commercial (Intelcom) du ministère du Commerce et de l'Industrie, cette diminution aurait une double origine : d'une part, la grève du secteur bananier dans l'ouest du pays, et d'autre part la politique américaine qui applique des droits de douanes de 10 % au Panama. Les exportateurs de fruits de mer auraient été particulièrement affectés, contraints de diminuer leurs prix pour rester compétitifs sur le marché étasunien, ou de trouver des marchés alternatifs comme Taïwan. Les Etats-Unis restent tout de même le premier partenaire commercial du Panama, les exportations panaméennes étant à présent tirées par les fruits de mer (crevettes), le sucre, les fruits (agrumes et melon) et le café.

Le gouvernement panaméen a annoncé avoir signé deux accords multilatéraux permettant l'échange automatique d'informations fiscales sur les cryptoactifs et d'améliorer les échanges d'informations sur les comptes financiers traditionnels. Selon le ministère de l'Economie et des Finances (MEF), ces accords, signés sous l'égide de l'OCDE, permettraient au Panama de réaffirmer son engagement envers la modernisation de son cadre de transparence fiscale et d'intégrer les nouvelles règles mondiales sur les cryptoactifs. Plus précisément, le premier accord signé est l'addendum au CRS MCCA (Common Reporting Standard Multilateral Competent Authority Agreement), le CRS étant la norme internationale créée par l'OCDE pour lutter contre l'évasion fiscale. Cet addendum modernise cette norme pour refléter les évolutions des structures financières. Le deuxième accord signé, est le CARF (Crypto-asset Reporting Framework) MCCA. Celui-ci concerne en particulier le partage d'informations sur les cryptoactifs. Le MEF espère que ces signatures enverront un signal positif aux investisseurs, aux organisations internationales et aux partenaires commerciaux du pays.

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) estime que ses projets de ports greenfield et de gazoduc pourraient augmenter les revenus du Canal entre 20 % et 25 % sur les prochaines années. L'Administrateur a par ailleurs donné des détails sur les projets de Corozal et Telfers. Cette semaine, des discussions se sont tenues avec les 11 entreprises maritimes et portuaires intéressées par ces projets greenfield. L'ACP souligne que le modèle et le processus de concession seront différents de ceux de l'Autorité Maritime du Panama [Nb : rappelons que la loi portant le contrat de concession des ports de Balboa et de Cristobal fait l'objet d'un recours en constitutionnalité]. L'ACP garderait la propriété de ses actifs, et la structure du contrat devrait permettre l'autofinancement du projet, sans dépendance aux garanties de l'Etat ou du Canal. Le capital apporté par l'ACP lui conférerait un droit de vote et de veto pour les prises de décisions. Les critères de préqualification devraient être connus en janvier, et la liste des entreprises préqualifiées en mars. Un investissement d'environ 2,6 Mds USD est estimé pour les deux terminaux, avec un impact économique qui varierait entre 0,4 % et 0,8 % du PIB.

Caraïbes

Cuba

Alors que le tourisme recule à Cuba, les objectifs annuels du gouvernement s'éloignent. Les données de l'Office national de la statistique et de l'information (ONEI) confirment la forte contraction du secteur touristique cubain. Le taux d'occupation moyen entre janvier et septembre (18,9 %) était de quatre chambres inoccupées sur cinq. Sur les neuf premiers mois de l'année, les revenus touristiques se sont élevés à 82,8 Mds de pesos cubains (690 MUSD au taux officiel), soit une diminution de 12,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. Parallèlement, les arrivées de visiteurs internationaux ont reculé de 20,5 % g.a.. Ces résultats compromettent l'objectif du gouvernement d'atteindre 2,6 millions de touristes cette année et rendent peu probable un niveau supérieur à celui de 2024 (2,2 millions). Le Canada, la Russie et les États-Unis demeurent les principaux marchés émetteurs. Parmi les dix premiers pays de provenance, seule l'Argentine affiche une croissance du nombre de visiteurs (+7% g.a.). En revanche, les voyages des Cubains résidant à l'étranger, l'un des segments les plus importants, ont diminué de 20,7 % g.a.. Cette contraction s'explique principalement par la grave crise économique et énergétique que traverse le pays, par la réduction des liaisons aériennes et par les restrictions imposées par les États-Unis. À cela s'ajoute la crise sanitaire que vit actuellement l'île, liée aux arboviroses (la dengue, le chikungunya ou l'oropouche). Cette situation pose un risque supplémentaire pour la fréquentation touristique, affecte la sécurité et la confiance des visiteurs. Bien que le tourisme demeure un pilier essentiel pour l'entrée de devises et pour la reprise économique du pays, la fréquentation reste loin des niveaux enregistrés avant la crise : 4,6 millions de visiteurs en 2018 et 4,2 millions en 2019, portés alors par le rapprochement entre Washington et La Havane.

Grenade

Le gouvernement de la Grenade a présenté son budget pour l'année 2026, d'un montant de 724,2 M USD, soit une augmentation de 17,4 M USD par rapport au budget de 2025. Le gouvernement souligne que malgré un déficit prévu de 114,4 M USD, le budget devrait être entièrement financé. Le pays prévoit de développer l'exploitation de ses ressources en hydrocarbures, notamment via la création d'un organisme de réglementation dédié au secteur pétrolier et gazier.

Jamaïque

Cinq institutions financières internationales ont annoncé l'apport au gouvernement jamaïcain d'une aide de 6,7 Mds USD sur trois ans afin de contribuer à la reconstruction de l'île suite au passage de l'ouragan **Melissa**. Le plan, financé par la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), la Banque de développement des Caraïbes (CDB), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, se veut également un moyen d'inciter le secteur privé à engager des investissements dans l'île pour aider à la consolidation de sa situation économique à long terme. Le gouvernement souligne qu'il s'agit du programme financier le plus important et le plus complet jamais mis en place pour l'île. L'accord implique un premier déboursement effectif de 662 M USD afin de permettre à Kingston de faire face aux urgences. Le programme devrait permettre de couvrir plus des trois quarts des dégâts provoqués par l'ouragan, estimés à 8 Mds USD. Ces institutions financières prévoient également d'apporter un soutien technique et de conseil au gouvernement jamaïcain.

République Dominicaine

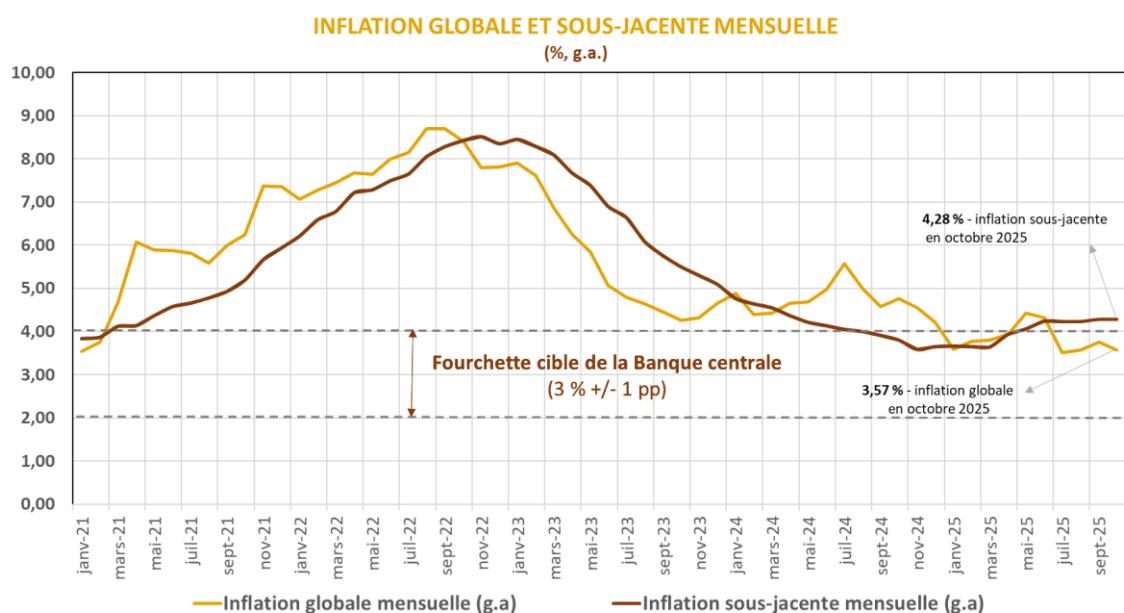
Entre janvier et février, les secteurs de l'énergie et des mines ont concentré près de 40,2% des IDE, soit 1,2 Md USD sur un total de 2,9 Mds USD, selon les données du ministère de l'Energie et des Mines. Cette performance confirme leur rôle croissant comme leviers majeurs de l'attractivité du pays, dépassant désormais les secteurs traditionnels que sont le tourisme et l'immobilier. Le secteur énergétique, dynamisé par le développement des énergies renouvelables (qui représentent désormais 25 % du mix énergétique national) et par la modernisation de la matrice énergétique, a attiré à lui seul 743,5 M USD, soit 25,7 % du total des IDE. De son côté, le secteur minier a enregistré des investissements de 420,6 M USD (14,5 % des IDE), avec une croissance exceptionnelle de 440 % g.a, révélant un regain d'intérêt marqué pour les ressources extractives du pays. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté claire de diversifier l'économie dominicaine et d'accroître son potentiel d'attraction d'investissements étrangers, notamment dans les secteurs à haute valeur technologique. L'exploration récente des terres rares place ainsi la République dominicaine sur le radar des industries de pointe.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2024) | PIB nominal (Mds USD, 2024) | Croissance du PIB 2022 | Croissance du PIB 2023 | Croissance du PIB 2024 | Prévision FMI 2025 | Prévision FMI 2026 | Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI) | Inflation (2025, prév FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--|----------------------------|--------------------------|
| Mexique | 132,3 | 1 856,4 | 3,7% | 3,4% | 1,4% | 1,0% | 1,5% | 58,9% | 3,9% | 7,50% |
| Belize | 0,4 | 3,2 | 9,3% | 0,5% | 3,5% | 1,5% | 2,4% | 65,4% | 1,4% | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,3 | 95,4 | 4,6 % | 5,1% | 4,3% | 3,6% | 3,3% | 59,7% | 0,4% | 3,50% |
| Guatemala | 17,9 | 120,8 | 4,2% | 3,5% | 3,7% | 3,8% | 3,6% | 27,0% | 1,7% | 3,75% |
| Honduras | 10,7 | 37,1 | 4,1% | 3,6% | 3,6% | 3,8% | 3,5% | 45,1% | 4,6% | 5,75% |
| Nicaragua | 6,7 | 19,7 | 3,6% | 4,4% | 3,6% | 3,0% | 2,9% | 39,3% | 2,0% | 6,25% |
| El Salvador | 6,4 | 35,4 | 2,9% | 3,5% | 2,6% | 2,5% | 2,5% | 87,6% | 0,3% | -- |
| Haïti | 12,4 | 25,3 | -1,7% | -1,9% | -4,2% | -3,1% | -1,2% | 11,8% | 27,8% | 10,00% |
| Jamaïque | 2,8 | 21,9 | 6,4% | 2,7% | -0,5% | 2,1% | 1,5% | 59,2% | 4,2% | 5,75% |
| Panama | 4,5 | 86,5 | 11,0% | 7,2% | 2,7% | 4,0% | 4,0% | 59,6% | -0,1% | -- |
| République Dominicaine | 10,8 | 124,6 | 5,2% | 2,2% | 5,0% | 3,0% | 4,5% | 60,0% | 3,7% | 5,50% |
| Cuba | 11,2 | 25,3 | 3,2 % (EIU) | 3,2 % (EIU) | 3,8 % (EIU) | 3,6 % (EIU) | -- | 129,4 % (EIU) | 36,8 % (EIU) | -- |

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

- Annexe Graphique Mexique -

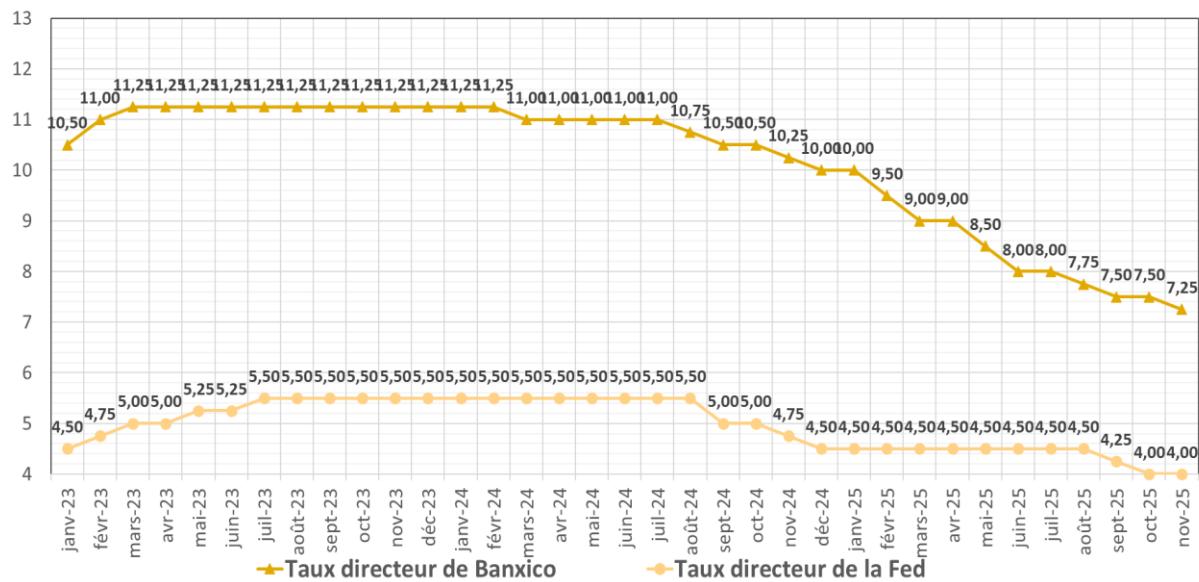


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

| date | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Differential (pdb) |
|---------|---------------------------|--------------------------|--------------------|
| janv-23 | 10,50 | 4,50 | 600 |
| févr-23 | 11,00 | 4,75 | 625 |
| mars-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| avr-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| mai-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juin-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juil-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| août-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| sept-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| oct-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| nov-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| déc-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| janv-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| févr-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| mars-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| avr-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| mai-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juin-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juil-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| août-24 | 10,75 | 5,50 | 525 |
| sept-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| oct-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| nov-24 | 10,25 | 4,75 | 550 |
| déc-24 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| janv-25 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| févr-25 | 9,50 | 4,50 | 500 |
| mars-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| avr-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| mai-25 | 8,50 | 4,50 | 400 |
| juin-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| juil-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| août-25 | 7,75 | 4,50 | 325 |
| sept-25 | 7,50 | 4,25 | 325 |
| oct-25 | 7,50 | 4,00 | 350 |
| nov-25 | 7,25 | 4,00 | 325 |

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

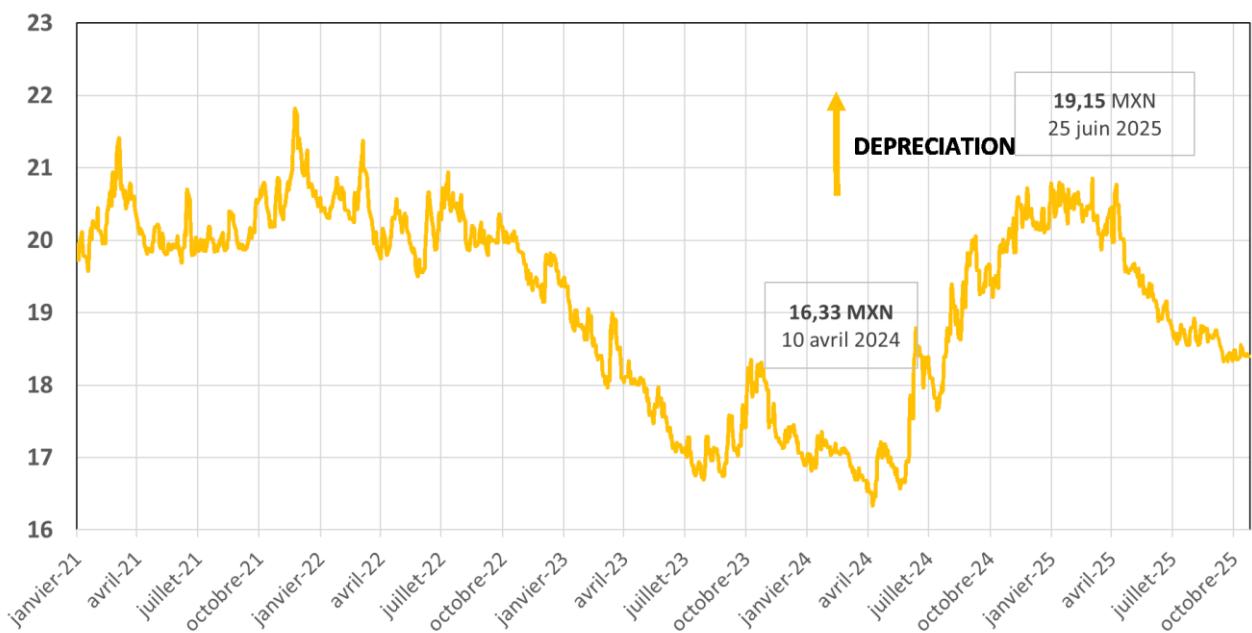
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

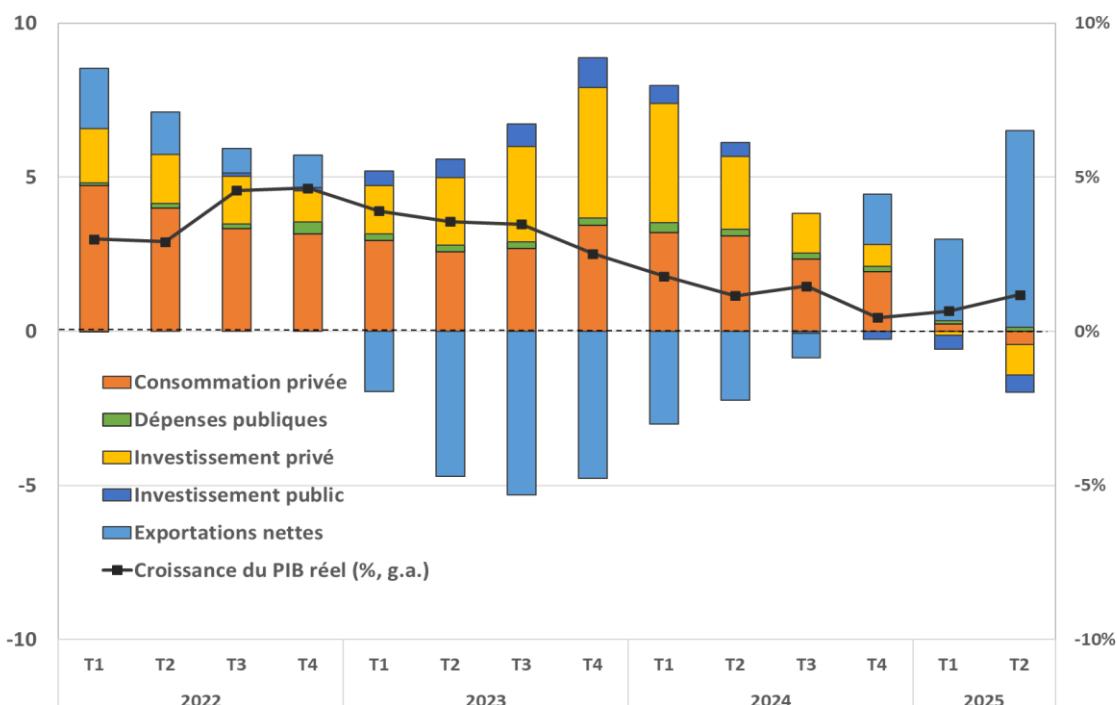
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

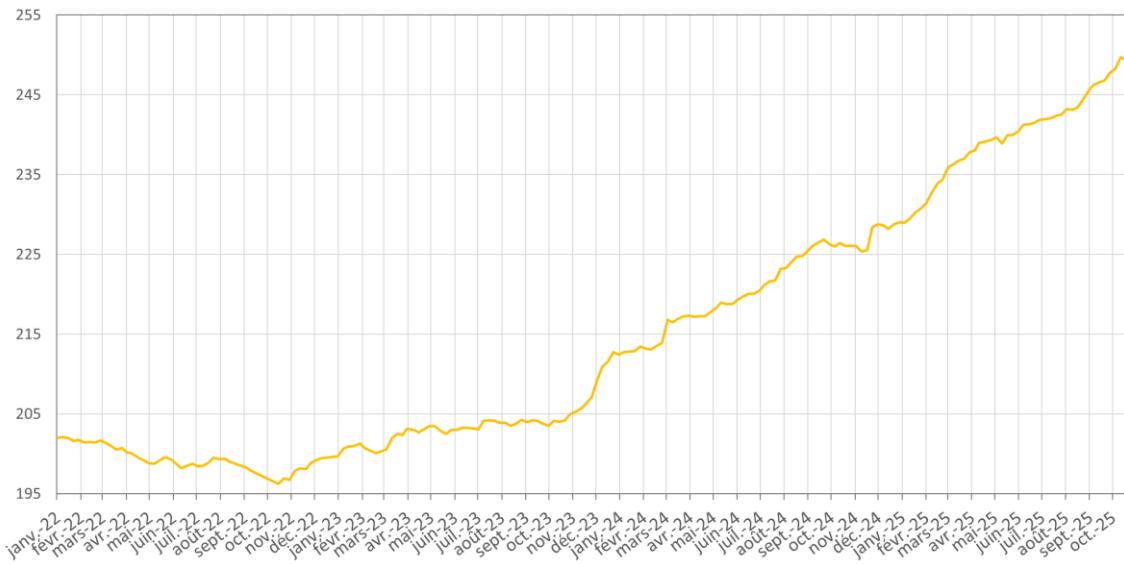
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr